

[ACTUALITÉ]

STABILISATION DES PRIX LE GOUVERNEMENT TABLE SUR LE PRICE STABILISATION FUND ET LE MAXIMUM MARK-UP

INTRODUIT DEPUIS MARDI, LE PRICE STABILISATION FUND VISE À STABILISER LES PRIX DES DENRÉES ESSENTIELLES, MAIS SA PORTÉE LIMITÉE ET TRÈS CIBLÉE SOULÈVE QUESTIONS, CRITIQUES, AINSI QU'INQUIÉTUDES PARMIS LES CONSOMMATEURS ET ACTEURS ÉCONOMIQUES.

ERIC CAPHANE / LLOYD LALLMAMODE

LE Price Stabilisation Fund (PSF), ayant pris effet le 26 août, est présenté comme la réponse du gouvernement à la flambée des prix des denrées de première nécessité. Doté d'une enveloppe initiale de Rs 2 milliards, avec une provision annuelle identique sur cinq ans, le fonds veut protéger le pouvoir d'achat et contenir l'inflation, mais sa portée reste limitée et fortement ciblée.

Cinq produits sont concernés, constituant une enveloppe totale de Rs 400 millions sur six mois, c'est-à-dire jusqu'au 26 février 2026. Parallèlement,

Rs 450 millions sur l'année seront déboursés par l'État maintenir afin de maintenir le prix du pain maison à Rs 2,60 l'unité.

L'Association des consommateurs de l'île Maurice (ACIM) affiche sa déception par rapport à l'exhaustivité de la liste des produits subventionnés. «Cinq produits ne suffisent pas pour alléger le pouvoir d'achat. Trois concernent toute la population, tandis que les deux autres

– le lait et les couches pour bébé – touchent environ 36 000 à 37 000 enfants», souligne son secrétaire général, Jayen Chellum.

Simultanément au PSF, le gouvernement s'appuie sur le maximum mark-up instauré en mars 2025 et sur la suppression de la TVA sur certains produits alimentaires. Le maximum mark-up plafonne la marge sur le beurre,

margarine, les saucisses en conserve, le Luncheon Meat, le thon et les crevettes entre 25 % et 28 %, tandis que certains légumes surgelés et conserves sont limités à 25 % - 30 % à Maurice. Jayen Chellum alerte : «Sous le régime du maximum mark-up, les prix peuvent rapidement grimper. Les commerçants et importateurs ne bénéficient d'aucune subvention en cas de hausse de leur coût d'achat, qui est automatiquement répercutée sur le consommateur.»

Du côté des entreprises, Dr Drishtysingh Ramdenee, secrétaire général de la Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI), nuance le débat : si le mark-up protège le consommateur contre des marges excessives, il met les opérateurs dans une position délicate. «Avec le système de mark-up, les opérateurs doivent opérer avec une marge de manœuvre très restreinte tout en ayant un besoin d'investissement en termes de facilités de stockage, de distribution, de packaging,

Une goutte d'eau dans l'océan des prix ?

Entre mars et juin 2025, certains prix ont flambé : boissons alcoolisées et tabac (+8,6 %), boissons non alcoolisées (+0,9 %), tandis que d'autres secteurs comme l'ameublement ont légèrement reculé. Dans ce contexte, le PSF, avec ses cinq produits ciblés – lait, lait infantile, huile comestible, couches et fromage – vise à limiter l'impact sur le budget des ménages. Mais sa portée reste dérisoire face à la hausse généralisée des prix et aux contraintes du maximum mark-up.

L'inflation annuelle, mesurée en glissement annuel, s'établit à 5,4 % en juin et 5,2 % en juillet, confirmant que la pression sur le coût de la vie reste forte. Comme le rappelle Amit Bakhirta, «selon que l'on consomme plus de médicaments, d'alimentation spécifique ou d'essence, l'inflation réelle peut être beaucoup plus élevée que celle indiquée par le CPI».

entre autres afin d'assurer une efficacité du commerce.» Selon lui, cette contrainte limite la capacité des entreprises à absorber les fluctuations des coûts d'importation ou à moderniser leurs infrastructures logistiques.

SOULAGEMENT MARGINAL

Dans ce contexte, la MCCI insiste sur la nécessité d'une mise en place structurée et coordonnée du PSF. «La mise en place de ce fonds doit se faire de manière structurée et avec l'appui de tous les partenaires afin que son but d'alléger la facture des consommateurs soit atteint, tout en s'assurant qu'il n'y a pas de disruption dans le commerce et des conséquences non voulues telles qu'un changement de marché», ajoute Dr Drishty-singh Ramdennee. La TVA est désormais nulle sur les aliments infantiles, légumes en conserve et surgelés, offrant un soulagement marginal.

L'histoire récente rappelle les limites de ce type de mécanisme. En 2021-2022, sept denrées (poissons et tomates en conserve, fromage, huile, margarine, lait en poudre, légumes secs) avaient été subventionnées via Rs 500 millions de la Mauritius Revenue Authority (MRA), mais le dispositif avait été interrompu pour coût insoutenable. La leçon était claire : un mécanisme trop large peut s'effondrer financièrement.

Amit Bakhirta, économiste



DOMINIQUE FILLEUL : «UN SIGNAL POSITIF»

Pour Dominique Filleul, secrétaire général de la General Retailers Association (GRA), le Price Stabilisation Fund représente un signal positif pour contenir la volatilité des prix, mais tout dépendra de son exécution. «Une gestion efficiente, transparente et rapide est indispensable pour maintenir l'équilibre entre la stabilité pour les ménages et la viabilité des opérateurs», souligne-t-il. Concernant le maximum mark-up instauré en mars 2025, il estime que, s'il protège le consommateur à court terme, il fragilise les petites structures. «La compression des marges limite la capacité d'investissement et menace la pérennité de certains points de vente», avertit-il.

Produits	Prix subventionné
Lait en poudre	Rs 50 / kg
Huile comestible	Rs 15 / litre
Lait infantile	Rs 55 / paquet de 900 g
Couches pour bébé	Rs 25 / pack de 50
Fromage transformé	Rs 10 / pack de 250 g

et CEO d'Anneau, rassure cependant : «L'essentiel est de cibler les produits de base et d'ajuster la liste des produits concernés par cette subvention au fur et à mesure que les prix évoluent ou que l'environnement inflationniste change. Avec ces Rs 2 milliards, il devrait y avoir un effet positif. Les prix devraient se stabiliser, voire baisser légèrement d'ici l'année prochaine.» Selon lui, la clé du succès réside dans la sélectivité et la flexibilité du PSF : limiter le dispositif à des produits essentiels permet d'éviter la répétition des erreurs du passé et de préserver la viabilité du fonds.

La State Trading Corporation (STC), quant à elle, continue de subventionner le riz et le gaz butane : riz ration de Rs 5,40

pour 0,5 kg à Rs 56 pour 5 kg, gaz domestique de Rs 80 pour 5 kg à Rs 190 pour 12 kg. Les prix sont stables depuis juin 2024. Ces mesures garantissent un filet minimal pour les ménages à faibles revenus et témoignent d'une volonté de maintenir certains produits essentiels sous contrôle strict.

Amit Bakhirta souligne, par ailleurs, que l'économie internationale, et par conséquent Maurice, entre dans une phase de normalisation. La croissance pourrait ralentir davantage que prévu, et la consommation, déjà en baisse, ne pourra plus soutenir les prix. Dans ce contexte, les prix des commodités devraient progressivement se stabiliser, avec, dans le meilleur

des cas, une légère correction à la baisse. «Et voyez-vous, les chiffres parlent d'eux-mêmes : pour le premier semestre 2025, la consommation à Maurice a diminué de l'ordre de 35 % à 40-45 %. Dans ce contexte, l'augmentation de la fiscalité locale est intervenue à un moment loin d'être idéal», ajoute-t-il, soulignant les contraintes auxquelles le PSF doit faire face.

Les enjeux sont clairs : le PSF doit équilibrer protection des consommateurs, viabilité financière et fonctionnement normal du marché. Les produits sous maximum mark-up risquent de voir leur prix augmenter si le coût d'achat des importateurs croît, et la subvention sur le pain pourrait absorber une trop grande partie de l'enveloppe initiale. «Il faudrait déterminer ce qui sera intégré dans le PSF à l'avenir : soit les produits qui, sous le système de mark-up, ont déjà connu une hausse, soit d'autres produits dont les prix augmentent de manière jugée inacceptable. Je pense que le gouvernement doit intervenir à ce stade», argumente Jayen Chellum

Le PSF marque un tournant dans la politique économique de Maurice, mais sa réussite dépendra de la discipline budgétaire, de la surveillance du mark-up et de la capacité du gouvernement à ajuster rapidement les produits et montants concernés. La promesse est ambitieuse : stabiliser les prix, soulager les ménages et éviter de répéter les erreurs passées. La question reste : cette approche ciblée suffira-t-elle à protéger les plus vulnérables sans pénaliser le commerce ?



Jayen Chellum,
secrétaire général de l'ACIM



Dr Drishtysingh Ramdennee,
secrétaire général de la MCCI



Amit Bakhirta,
CEO d'Anneau